Synergies Roumanie n° 14 - 2019 p. 9-20

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

La bonne gouvernance, entre la technocratie et la démocratie. Essai de narratologie politique

Paul Kun
Université de l'Ouest de Timişoara
paul.kun@e-uvt.ro

Reçu le 05-11-2019 / Évalué le 15-11-2019 / Accepté le 05-12-2019

Résumé

L'article se concentre sur les événements politiques d'aujourd'hui de notre pays et la contrainte d'essayer de les comprendre sans être très influencé par le mass media. Il veut montrer si c'est possible de trouver des moyens d'améliorer la gouvernance sans renoncer à l'impact de mass media sur le peuple, mais au contraire avec son aide. La vie politique est influencée par les changement technologiques et ça s'est passé aussi dans la crise politique de Roumanie qui a mis au pouvoir un gouvernement technocrate. Le développement de cette crise a été influencé par la rapidité de la communication favorisée par les réseaux sociaux. L'analyse se concentre aussi sur le technocrate, en analysant s'il est vraiment qualifié de s'engager dans des discussions politiques ou non. Sur l'autre côté, le terme gouvernance doit recevoir une attention spéciale et il doit être expliqué. Un équilibre doit exister dans la participation à la gouvernance entre la société civile et le gouvernement. L'exemple de la Roumanie aide à représenter cette idée. En conclusion, même si une bonne gouvernance n'est pas une solution réalisable aujourd'hui, des solutions pour la faire se passer doivent être trouvées.

Mots-clés : gouvernance, réseaux sociaux, technocratie, protestations, communication politique

Good Governance, between Technocracy and Democracy. Essay on Political Narratology

Abstract

the article is concentrated on the political events of today in our country and the must of understanding them and what influence mass media has on them. It wants to show if it is possible to find ways to improve the governing without letting go of the impact that mass media has on the people, but on the contrary with its help. The changes of the political life are influenced by the technological changes and this also happened in the Romanian crises that put in charge a technocrat government. The development of this crisis has been influenced by the rapidity of communication that was favored by the social networking. The analysis is also focused on the technocrat for realizing if it can be engaged in political discussions or not. On the other hand, the term governing should be given special attention and

BDD-A31126 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 08:20:56 UTC)

it has to be explained. It is mandatory to have a balance between the participation of the government and the civil society at the act of governing. The example of Romania can be helpful to illustrate this concept. In conclusion, even if a good governance is not a solution that can be realized today, solutions for making it happened need to be searched.

Keywords: governance, social networks, technocracy, protests, political communication

Comment se constitue l'histoire, c'est-à-dire le discours sur l'événement politique ? Je crois que nous assistons aujourd'hui à une sorte de fusion entre l'événement – comme suite de situations réelles – et son histoire – comme histoires produites par et sur l'événement. Nous passons d'une histoire qui supposait la distance temporelle par rapport à l'événement, d'un retard ou d'un éloignement (dans le sens utilisé par Lévy-Strauss dans *Le regard éloigné*) ou d'un reflet (réflexion sur), à une histoire (ou plusieurs histoires) qui se confond avec l'événement, même si elle reste partielle, contradictoire et contestable. L'événement politique actuel, à cause des nouveaux mass-médias, je crois et je veux montrer plus loin, est devenu quelque chose plutôt de l'ordre du langage que de la réalité objective. Nous sommes obligés à chercher de comprendre les événements politiques moins en les rapportant aux autres événements temporels, mais en analysant les discours et les histoires qui se produisent/accompagnent son déroulement. Il n'y plus d'après-coup, tout est déjà-là, dans l'événement lui-même. L'important n'est pas *la* signification passée de l'événement, mais plutôt *les* significations attribuées par les acteurs-spectateurs qui participent-assistent à la production de l'événement. C'est la fin de l'histoire, dans ce sens précis qu'il n'y a plus d'histoire, mais seulement des histoires, comme des interprétations sur place, fragmentées et contradictoires, des fragments qui, ensemble, constitue l'événement. La dynamique est plus importante que le résultat (Marti, Baroni, 2014).

Je vais commencer par quelques remarques méthodologiques. Mon essai se fonde sur certaines analyses qualitatives concernant les interactions sur les réseaux sociaux (Facebook notamment) au sujet de la crise politique provoquée par la démission de Victor Ponta (ancien PM, en 2015). Mon analyse partage le point de vue de la méthode narrative, plus exactement de la théorie de l'analyse des réseaux narratifs. Cette vision est exposée d'une manière exhaustive par David Boje (Boje, 2001 : 64): « Les récits ne sont pas statiques ; le réseau des récits assemble, désassemble et déconstruit les unes les autres dans des systèmes auto-organisés qui pendant qu'ils sont contraint par la narration soi-disant « grande » et « officielle », ils sont aussi contrôlés par le champ ».

BDD-A31126 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 08:20:56 UTC)

Dans cet essai, je veux analyser les dilemmes provoqués par les rapports conceptuels entre la gouvernance, d'un part et la technocratie et la démocratie, d'autre part. Une bonne gouvernance suppose la réalisation de certains standards maximaux, exemplaires pour le genre d'administration en cause, donc une certaine qualification professionnelle et une décision compétente. La démocratie, d'autre part, suppose la participation de tous les gens, compétents ou non, à la gouvernance et au processus de décision. Il semble, donc, que la bonne gouvernance est responsable du recul de la démocratie et la réponse à la question si la première peut arrêter le recul de la dernière soit négative. Mon analyse veut montrer que les choses sont encore plus compliquées par la récente intervention des nouveaux mass-médias et qu'il est possible de trouver des moyens d'améliorer la gouvernance sans renoncer à impliquer la société civile dans le processus de décision politique.

Un événement politique est toujours l'occasion des récits qui cherchent à le rationaliser, c'est-à-dire à l'introduire dans une suite d'autres événements, cette suite permettant de comprendre la signification humaine du premier. Ma thèse est que, aujourd'hui, nous assistons à un profond changement dans le réseau narratif de la société, c'est-à-dire de l'appareil qui assure la production des narrations qui assurent la rationalisation de notre vie collective, changement produit par l'apparition des nouveaux mass-médias, notamment par les réseaux sociaux. Je veux analyser ici ce changement dans la dynamique de la vie politique et dans le comportement des hommes politiques. Pour cela, je veux analyser la crise politique de Roumanie, en 2015, qui a produit la chute d'un gouvernement majoritaire, et son remplacement par un gouvernement de « technocrates ». Pourquoi la majorité parlementaire n'a pas réussi à former une nouvelle équipe, pourquoi on a préféré l'équipe technocrate ? La démocratie suppose toujours une légitimité politique, c'est-à-dire une majorité parlementaire qui soutient le gouvernement, le dernier étant le « représentant » légitime de la première. Le gouvernement « technocrate » ne peut pas avoir qu'une signification anti-démocratique, dans la mesure dans laquelle il suppose la priorité de la compétence par rapport à la représentativité. Et, encore, comment explique-t-on que ce gouvernement « technocrate » a été demandé et imposé par des manifestations dans la rue et à la suite des consultations menés par le président de la République avec les « représentants de la société civile » ? Même si le nouveau gouvernement a passé le vote du parlement, on peut dire que cela c'était fait « sous la pression de la rue », c'est-à-dire d'une manière anti-démocratique - au moins, par rapport aux procédures de légitimation du gouvernement reconnues par la Constitution roumaine - dans la mesure dans laquelle les manifestants ne représentaient la majorité de la population, mais seulement une minorité active et très visible. La réponse à toutes ces questions

BDD-A31126 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 08:20:56 UTC)

doit, je pense, tenir compte de ce changement de l'espace politique, c'est-à-dire de l'apparition de l'espace virtuel comme lieu où se décide le sort des personnages du jeu politique. La gloire et la misère des hommes politiques tiennent maintenant plus des « likes » sur *Facebook* que du soutien de la majorité parlementaire. Si les choses se passent ainsi, alors le fonctionnement de la société démocratique doit être elle-même repensée, justement pour nous maintenir dans le cadre de la démocratie. C'est pour cela que je vais commencer par une analyse du changement produit par l'apparition des réseaux sociaux virtuelles dans la vie politique. Mais, ce changement a réintroduit l'importance de la narration, du récit dans la dynamique de la vie politique, en cela que, pour leur majorité, les échanges sur les réseaux sociaux sont des *messages* qui nous proposent des lectures virtuelles sur la signification de l'événement en discussion. Donc, deuxièmement, je vais m'occuper de ce changement de la dynamique narrative dans le champ politique. Tous ces changements supposent une relecture des concepts impliqués par notre analyse, c'est-à-dire « technocratie », « bonne gouvernance » et « démocratie », pour voir si leur signification n'a pas changé elle-aussi et si la réponse est affirmative, alors dans quelle direction.

L'objet empirique de ma réflexion est la situation résulté de la crise politique de Roumanie à la suite de l'incident de *Colectiv*, qui a conduit, à son tour, à la démission du premier ministre Victor Ponta. Une situation de crise gouvernementale habituelle, mais qui est apparue et, pour cela, a connu un développement inouï, dans un contexte communicationnel nouveau, dominé par la présence de nouveaux mass-médias, notamment par le *Facebook*. Situation nouvelle qui permet la *communication immédiate* entre les sujets politiques, même si cela ne suppose aucunement leur *coprésence* temporelle et dans l'espace. Les réseaux soi-disant *sociaux*, ont acquissent rapidement, dans les dernières années, une influence toujours plus grande sur le comportement et les décisions des hommes politiques. Évidemment, la possibilité de communiquer directement avec les gens, c'est-à-dire à connaître - la communication suppose la communier, un certain sentiment de communauté, d'appartenance à et de partage d'une même identité - et à se faire connaître, sans être, pour cela, obligé à partager avec eux un espace-temps commun, c'est-à-dire sans se faire connaître réellement, comme tel, *en chaire et os* - la communication est seulement *virtuelle*, c'est-à-dire elle a besoin seulement d'un espace-temps virtuel, est un possible -, est très avantageuse du point de vue politique.

L'homme politique peut spéculer cette illusion d'une communication directe immédiate, sans intermédiaire institutionnel. Virtuellement, c'est le personnage politique qui assume l'identité sur le réseau social qui répond à tes messages. Ce lien virtuellement immédiat est consolidé par un autre trait du réseau, le don : les

BDD-A31126 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 08:20:56 UTC)

membres du réseau n'échangent seulement des messages mais aussi des dons : des photos, des chansons, des produits multimédias personnels ou avec une signification personnelle, qui sont partagés avec les amis ou les autres membres du réseau. Le réseau constitue, ainsi, un sort de communauté strictement virtuelle, c'est-à-dire qui existe seulement par ce partage virtuel des bons strictement symboliques. L'homme politique peut, enfin, contrôler complètement la communication, il peut se *présenter* lui-même à l'interlocuteur, comme réalisation virtuelle du désir de l'autrui, parce que rien de la présence virtuelle de l'homme politique ne correspond pas à sa réalité. La présence c'est plutôt celle d'un discours - un discours qui ne représente l'homme politique, son idéologie, son programme politique etc., mais plutôt ce qu'on attend de lui, le désir de ses interlocuteurs virtuels - que d'une personne. L'imaginaire de l'interlocuteur peut et doit construire, en accord avec son désir, cette présence du discours comme *présence d'une personne*. Le système très sélectif du réseau - pour devenir interlocuteur, il faut l'accord de l'autre et cet accord est garanti seulement si on respecte les règles de celui-ci, autrement on est *banni* -, la possibilité de contrôler le rapport avec le destinataire au moyen des catégories - chaque interlocuteur a la possibilité d'accepter ou de rejeter un autre, donc de contrôler non seulement le message et la communication, mais aussi le destinataire du message, ses réactions, en accord avec ses intentions –, tout fait que, finalement, l'homme politique soit devant le publique *idéel*. Un public virtuel formé uniquement par des gens réunis par le même désir de l'écouter et de le voir. C'est pour cela que les politiques ont été si rapidement conquis par ce système de communication : il assure une réalisation virtuelle, c'est-à-dire *fantasmatique,* du désir de contrôle de la communication politique. Au plus, le système assure un moyen très simple de gestion de la popularité, le nombre de « like » obtenus par un tel message. Ainsi, le système permet à l'homme politique à produire et à multiplier un publique à son visage et à son semblable. Le réseau produit ainsi l'illusion d'un pouvoir de l'homme politique sur « ces sujets », car le réseau est construit de telle manière que chacun de ses membres est le centre (le nœud) des échanges avec les autres membres du réseau avec lesquels il a des rapports. Pour amplifier son pouvoir, l'homme politique doit multiplier ses identités virtuelles, mais ainsi son contrôle est dissipé dans un micro-réseau qui interagit avec l'adepte visé. L'agora politique est fragmentée, divisée entre les différents représentants des partis politiques qui ont, enfin, la possibilité de discourir sans être interrompus par un *autre* discours. En conclusion, le réseau virtuel de l'Internet a été rapidement adopté par la classe politique à la suite des avantages énormes en termes de manipulation et désinformation de masse. Le réseau permet, en même temps, la *personnalisation* de la relation communicationnelle avec le public et la *standardisation* de la communication politique, parce que, au fait, même si le message a une

BDD-A31126 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 08:20:56 UTC)

identité (nom, prénom), il s'agit seulement d'une identité virtuelle qui énonce un message très formalisé, c'est-à-dire qui correspond plutôt à la situation communicationnelle qu'à la personne de destination.

Mais, d'autre part, la popularité, le nombre des membres du réseau est devenu le seul critère de mesurer l'efficacité de l'action politique. De toute façon, le réseau social accélère et amplifie la communication politique, ce qui fait que les effets cumulés soient extrêmement forts et imprévisibles. L'aspect quantitatif du réseau s'impose au-delà de tous les aspects qualitatifs des messages. Si toute cette activité virtuelle est accompagnée par des actions et des mouvements réels, alors leur efficacité est, comme dans le cas analysé par nous, sans équivalent par rapport aux pratiques démocratiques traditionnels.

Le technocrate dans la politique

La société moderne a créé ce nouvel animal, le technocrate, qui représente une sorte de cercle carré, parce qu'il est expert dans le domaine politique sans être, pour cela, un politique mais, plutôt, un professionnel de la politique. On ne sait pas qu'est-ce que c'est le technocrate : nous savons plutôt ce qu'il n'est pas. Il n'est pas un savant, un homme de la science, parce qu'il est un homme de la « technique ». Mais, de quelle technique s'agit-elle ? Pour l'essentiel, il s'agit d'une technique de gouverner les choses (une entreprise, une compagnie, une organisation ou une institution). Le technocrate est un homme de pouvoir. Mais, il ne s'agit pas d'un pouvoir politique. Il n'est pas enrégimenté dans un parti. À la différence du bureaucrate, qui est représenté par le traditionnel fonctionnaire de l'État, le technocrate n'est pas un fonctionnaire de l'État même quand il est, c'est-à-dire il peut avoir une carrière sans aucun rapport avec l'État et ses institutions. Est-ce qu'on peut soupçonner à la fin que, sous cette figure énigmatique du présent se cache l'ancien philosophe-roi de Platon ?

Quand une société manifeste une crise de confiance dans la classe politique, le technocrate est là, pour gouverner à la place du gouvernement politique. Mais on peut se questionner sur le caractère vraiment démocratique d'un tel choix : préférer un gouvernement des technocrates ne signifie pas, au fait, renoncer à la légitimité politique assuré par la démocratie représentative ? D'autre part, une crise gouvernementale est démocratiquement résolue par des élections anticipées, c'est-à-dire par la formation d'une nouvelle majorité qui, à la suite, donne le gouvernement légitime. Ainsi, le gouvernement technocrate peut seulement s'occuper de la préparation des élections. Les mesures contre la corruption ne sont que l'apanage du prochain gouvernement légitimé par les élections.

BDD-A31126 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 08:20:56 UTC)

L'acte de gouverner suppose une action qualifiée ; le gouvernement est composé par des experts, recrutés par le(s) partie(s) qui détient la majorité. La gouvernance, à la différence du gouvernement, suppose une action supportée (appuyée) par la société civile au moyen des ONG ou par la participation directe. Dans le premier cas, nous avons la démocratie représentative comme moyen de légitimation du gouvernement (Schumpeter), dans l'autre il s'agit de la démocratie directe (participative). La notion de « bonne gouvernance » est ambiguë, car elle ne dit rien duquel des deux formes de démocratie s'agit-il. Ainsi, Vassilis Lambropoulos définie la bonne gouvernance de la manière suivante : « l'ordre politique qui respecte le mieux et qui protège le règne de la justice est la bonne gouvernance, qui fonctionne tant qu'autolimitation et qu'une mesure d'équilibre en arrangeant la compétition des forces civiques dans une harmonie adéquate. » (Lambropoulos, 1997). Cette définition nous renvoie à un gouvernement « au-dessus » des forces politiques, un sort de juge neutre et impartial, sans parti pris idéologique. Il est un concept opérationnel, c'est-à-dire il couvre, en fait, plusieurs indicateurs quantifiés. Il est normatif, dans le sens qu'il exige certains standards pour qu'il soit attribué. Le sens du mot « bonne » n'est que la somme des indicateurs que la gouvernance doit remplir. Pour leur majorité, ces indicateurs sont des résultats d'une « boite noire », la totalité des mesures prises par le gouvernement dans un certain intervalle de temps.

Ainsi, nous devons être très claires sur la signification du terme gouvernance par rapport au gouvernement, parce qu'autrement, il n'est qu'un synonyme. La gouvernance est, par conséquent, l'acte de gouverner légitimé, non seulement par les mécanismes de la démocratie parlementaire (représentative), mais plus et plutôt par la démocratie directe, c'est-à-dire par l'appui directe, pratique, des ONG et d'autres parties de la société civile.

Sur le contenu idéologique du terme « gouvernance »

Le terme a été regardé avec beaucoup de suspicion par certains auteurs, notamment de gauche, pour plusieurs raisons :

1. Il a été proposé par FMI, qui a introduit des indicateurs de calcul de la « bonne gouvernance », c'est-à-dire de la façon dont les États appliquent les mesures demandées par le FMI, notamment celles qui concernent le marché libre. En effet, le terme n'a d'autre raison que celle de justifier la politique cachée du FMI à imposer le marché capitaliste partout.
2. Le terme vise à remplacer un autre, celui de « développement durable » avec des conséquences négatives pour les pays visés par les programmes de

BDD-A31126 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 08:20:56 UTC)

développement, notamment du fait que le FMI peut imposer ses propres intentions aux dépens du vrai développement du pays en cause.

3. Il a été associé aussi avec le terme de « démocratie », terme euro-centrique idéologisé dans la mesure dans laquelle il envisage un système politique de type occidental libéral, sans aucune tradition dans d'autres pays du monde.
4. Le fait que le terme *semble* neutre du point de vue idéologique, un terme « technique », il est un « parapluie » derrière se cachent les mauvaises intentions du FMI et des pays développés.
5. Finalement, le terme cache la tendance des institutions internationales, FMI en premier rang, à affaiblir l'État-nation, en favorisant les ONG et les autorités régionales, qui sont jugés comme plus dociles par rapport aux intentions de FMI.

C'est pour ces raisons, par exemple, qu'on ne peut pas discuter le cas de la Grèce, où, évidemment, le gouvernement Tsipras a été obligé par les institutions étrangères d'agir contre son programme politique et contre la volonté de la majorité du peuple grec. Toutes les parties en conflit ont utilisé un concept idéologisé de la gouvernance et, finalement, Tsipras a été obligé de choisir le contenu opposé. Même s'il réussit à réaliser les mesures demandées, nous sommes loin d'une « bonne gouvernance », parce que ces mesures ne sont pas approuvées par les citoyens grecs.

C'est pour tous ces raisons que j'ai cherché une situation dans laquelle nous pouvons laisser à côté tous ces soupçons : nous allons proposer la situation dans laquelle un gouvernement non politique – c'est-à-dire formé par des « technocrates » sans aucun liaison visible avec les partis politiques et *contre* la volonté de la majorité parlementaire (politique) doit réaliser plusieurs réformes demandés par certains groupes de citoyens que nous considérons sous le nom générique « société civile » et que ces reformes affectent le statut de la classe politique. Quelle sera, dans ce cas, la « bonne gouvernance » ? Est-elle possible ?

La tension cachée par la bonne gouvernance peut être présentée, en peu des mots, ainsi : la gouvernance suppose, en même temps, gouverner – c'est-à-dire la présence des experts, du gouvernement – mais aussi la participation de la société civile à l'action de gouverner, sans qu'il y ait un arbitre, un équilibré entre les deux instances. On trouve ici plusieurs formes de légitimités (cognitive – le technocrate, représentative - la majorité parlementaire, participative - la société civile – c'est-à-dire les réseaux sociaux actifs). La « bonne gouvernance » ne signifie la réalisation de l'une, mais de *toutes les trois formes* de légitimité.

BDD-A31126 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 08:20:56 UTC)

L'exemple de la Roumanie : la société civile a provoqué la chute du gouvernement politique légitime - c'est-à-dire voté et soutenu par une majorité parlementaire. Le premier ministre a démissionné à la fin d'une longue crise provoquée par des nombreux scandales associés à la personne du PM et d'autres membres du gouvernement - de M. Ponta et elle a imposé une autre formule, un gouvernement de « techniciens » - technocrates, jusqu'aux élections parlementaires de 2016. Cela, en dépit des certains succès remportés par le gouvernement de M. Ponta. Le départ de gouvernement Ponta, qui n'a pas réussi à mener à la fin son programme signifie, son remplacement par un autre gouvernement, de M. Dacian Ciolos, qui a été obligé à improviser une formule gouvernementale avec un programme qui ne peut pas représenter une position politique (de gauche ou de droite), à cause du fait qu'il n'est pas soutenu par aucun parti parlementaire, mais reflète plutôt certaines revendications de la société civile. Quelles sont les chances, pour ce gouvernement, d'exercer une bonne gouvernance ? Le nouveau gouvernement a le soutien du président Iohannis et de la société civile. Est-ce suffisant ? En d'autres termes, comment peut-on concilier un mécanisme démocratique représentatif (la démocratie parlementaire) avec un gouvernement soutenu « par la rue » *contre* les institutions représentatives ? Le caractère temporaire du gouvernement semble adoucir le problème, mais, du point de vue théorique au moins, il reste, car ce gouvernement doit réaliser plusieurs réformes, demandées par la société civile, contre la classe politique, notamment celles qui concernent la grande corruption. L'ancien gouvernement a perdu la confiance de la société civile justement à cause du fait qu'il a essayé plusieurs fois de mettre la classe politique à l'abri des lois anti-corruption. Les institutions de la démocratie représentative ont perdu beaucoup de leur prestige et leur crédibilité justement à cause de ces tentatives. La Roumanie, dans l'U.E. garde une image noircie par la corruption et les demandes répétées de l'inclure dans l'espace Schengen ont été rejetés justement à cause de la corruption politique. Ainsi, le problème de la corruption est tellement urgent qu'elle doit devenir la première préoccupation du gouvernement technocrate.

La lutte contre la corruption c'est la plus importante et la plus difficile tâche du nouvel gouvernement, parce qu'il doit non seulement envoyer plusieurs projets de lois concernant la corruption politique, mais aussi il doit convaincre les institutions représentatives politiques, soutenues et dirigées par les partis politiques, de discuter et approuver les lois qui vont provoquer des changements dramatiques justement dans les milieux politiques. Il est suffisant d'avoir des experts pour cela ? Comment peuvent les experts convaincre les politiques à accepter des lois qui vont contre leurs pouvoirs et leurs intérêts ? Qui peut garantir que ces lois ne sont pas dirigées contre les institutions de la démocratie (parlement, les partis politiques, les

BDD-A31126 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 08:20:56 UTC)

pouvoirs locaux) et non pour consolider le pouvoir de l'État ? L'une des polémiques les plus vives a été provoquée par le rôle des services de renseignement dans la lutte contre la corruption, par exemple, notamment par le fait que la surveillance des suspects de corruption était faite par ces services. La Cour Constitutionnelle était intervenue et a limité beaucoup l'action des services dans les cas de surveillance. Il y a, donc, au moins, deux chemins pour réaliser ce but de lutte contre la corruption politique : l'un c'est la force, c'est-à-dire un gouvernement qui, à la limite, suspend le parlement et prend les décisions demandées d'une manière non-démocratique; un autre c'est de trouver un moyen de pression sur le législatif (le parlement) apte à le faire accepter et approuver les lois en cause, sans avoir l'appui de la majorité parlementaire. Le deuxième chemin est plus démocratique, mais est-il faisable ?

Si nous retournons à la manière dont l'ancien gouvernement a perdu le pouvoir, les commentaires sur les réseaux sociaux nous laissent à deviner une réponse possible : seulement la pression dans/de la rue a été capable à déterminer la classe politique, au moins temporairement, à accepter un changement – un gouvernement non politique – qui représente le pire pour l'avenir de cette classe comme telle. Mais, tout de suite s'érige la question si vraiment nous pouvons rejeter un mécanisme démocratique par excellence – le gouvernement politique représentatif - même s'il s'agit d'une réforme politique essentielle ? Quelqu'un peut soupçonner, sous cette préoccupation pour « la reformation de la classe politique », une tentation autoritaire de droite, justement parce que, généralement, les partis de droite accusent toujours la décadence des mœurs comme cause principale des problèmes de la société. Alors, on peut supposer que tout le mouvement spontané contre le gouvernement « corrompu » de M. Ponta a été organisé par les partis de droite et leurs adeptes ou, au moins, que les groupes virtuellement actifs qui ont provoqué la démission sont imprégnés d'une idéologie de droite. Ainsi, les partis de gauche ont perdu la guerre sur les réseaux sociaux et, donc, ils doivent organiser une « offensive » pour récupérer le terrain. Les théories de la conspiration ont véhiculé certains thèmes qui sont proche d'une telle vision.

Si le gouvernement technocrate trouve un appui dans la société civile et celle-ci le manifeste *contre* la classe politique, la dernière sera forcée à accepter les reformes, même si celles-ci affectent directement la position de la classe politique. Mais, dans ce cas-là, quand le gouvernement gouverne avec l'appui de la rue, sans l'appui des partis politiques, quand les institutions représentatives fonctionnent sous la pression conjuguée du gouvernement et de la société civile, peut-on parler encore de « démocratie » et de « bonne gouvernance », même si, après l'adoption de lois, les choses vont s'améliorer ?

BDD-A31126 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 08:20:56 UTC)

Pour résumer, le gouvernement technocrate n'a pas ni le pouvoir, ni le temps nécessaire pour faire les réformes qui ont été demandés par les minorités actives dans l'espace virtuel. Donc, c'est difficile, à la fin de son mandat, l'automne de 2016, de poser un qualificatif de « bonne » gouvernance, même s'il va réussir à améliorer les choses. Nous pouvons nous demander quelle sera la solution politique envisagée, à l'avenir, d'une crise de confiance similaire, si ni le gouvernement de « techniciens » ne peut pas trouver des solutions viables.

Pour certains scenarios, ce gouvernement ne représente qu'une répétition de l'opposition de droite, M. Ciolos étant, probablement, le prochain leader du Parti Liberal. En d'autres mots, ce qui maintenant est « technocratie », demain sera « libéralisme ». Cela fait que certains commentateurs puissent parler d'un « changement de gouvernement » de gauche à droite, même si certains membres du gouvernement sont très proches des partis de gauche. Mais ce changement c'était produit au dehors des règles du jeu démocratique, même si d'autres commentateurs supposent une acceptation tacite de la part des partis de gauche qui se préparent pour les élections générales de 2016. En d'autres mots, même s'il s'agit d'un marchandage entre les partis, ce changement se produit hors du cadre des règles du jeu démocratique, ce qui peut témoigner une faiblesse mortelle des institutions démocratiques du pays. Donc, comment peut-on consolider la démocratie avec des mesures anti-démocratiques ?

Derrière cette question finale se cache une autre beaucoup plus inquiétante : il y a des situations dans lesquelles l'activité démocratique des institutions qui exercent la gouvernance peut être affectée sans que, par cela, soit affecté le fondement même de la gouvernance ? Avons-nous le droit d'enlever les pouvoirs des institutions représentatives seulement parce que la société civile a perdu la confiance dans la bonne volonté des hommes politiques ?

Avoir un gouvernement de technocrates est, évidemment, préférable, pour une société, à supporter des révoltes ou des révolutions sanglantes, mais on peut se poser la question dans quelle mesure une société est devenu réellement démocratique si elle est capable de renoncer aux mécanismes démocratiques au profit des mécanismes fondés sur l'autorité, même s'il s'agit d'une autorité cognitive ? On peut aussi demander si la gouvernance va remplacer ou seulement surplomber le gouvernement. Tous ces questions restent, je crois, pour le moment sans réponse, mais l'évolution du gouvernement dans l'avenir doit tenir compte de l'importance accrue des réseaux sociaux et les partis politiques aussi doivent diriger leur attention vers des solutions d'accommodation des institutions traditionnels de la démocratie avec ces nouvelles institutions produites par la révolution technologique. Aussi, la « bonne » gouvernance doit être, elle aussi, repensée telle qu'elle soit vraiment bonne pour toute la société.

BDD-A31126 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 08:20:56 UTC)

Bibliographie

Boje, D. 2001. *Narrative Methods for Organisational and Communication Research*. Londres : SAGE Pbs.

Lambropoulos, V. 1997. « Justice and Good Governance ». *Thesis Eleven*, n° 49(1), p. 1–30.

Marti, M., Baroni, R. 2014. « De l'interactivité du récit au récit interactif ». *Cahiers de Narratologie*, n° 27.

Ryan, M.-L. 2001. *Narrative as Virtual Reality. Immersion and Interactivity in Literature and Electronic Media*, John Hopkins U.P.

Watine, M.-A. 2015. « Le récit contradictoire et son linguistic turn ». *Cahiers de Narratologie*, n° 29.

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A31126 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.25 (2026-09-15 08:20:56 UTC)